

Études internationales



CABESTAN, Jean-Pierre. *Le système politique de Taiwan : la politique en République de Chine aujourd'hui*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je? », 1999, 127 p.

Philippe Bourbeau

Volume 31, numéro 3, 2000

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/704211ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/704211ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut québécois des hautes études internationales

ISSN

0014-2123 (imprimé)

1703-7891 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Bourbeau, P. (2000). Compte rendu de [CABESTAN, Jean-Pierre. *Le système politique de Taiwan : la politique en République de Chine aujourd'hui*. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je? », 1999, 127 p.] *Études internationales*, 31(3), 617–619. <https://doi.org/10.7202/704211ar>

Partant de l'insatisfaction à l'endroit des explications apportées par les écoles idéaliste et réaliste et se concentrant sur la perte d'influence des États dans la coopération internationale, l'étude de Morisse-Schilbach relève l'importance des gains relatifs de la coopération internationale pour les États. La combinaison des énoncés des deux écoles lui permet de relever un *transfert de compétence quelconque* vers l'UE, un transfert n'induisant pas nécessairement la perte de souveraineté. Dans ce cadre, l'usage de la notion d'eupéanisation au lieu de celle de communautarisation permet de combiner et le maintien de la souveraineté en matière de politique étrangère et un possible transfert de compétences vers l'UE.

Dans le contexte actuel de la crise algérienne, cette étude est très importante. Elle participe à l'accumulation des connaissances sur un sujet qui, pour diverses raisons, n'a pas encore intéressé la communauté scientifique. En plus d'avoir contribué à combler ce vide, cette étude présente, en matière de gestion de la crise algérienne, des options politiques pour une UE en retard sur les États-Unis d'Amérique.

Aziz ENHAÏLI,

Doctorant en science politique
Université Laval

3. NOTICES BIBLIOGRAPHIQUES

Le système politique de Taiwan : la politique en République de Chine aujourd'hui.

CABESTAN, Jean-Pierre. Paris, Presses Universitaires de France, Coll. « Que sais-je ? », 1999, 127 p.

Peu d'ouvrages en langue française se sont penchés sur le système politique de Taiwan au cours des dernières années. Les réformes économiques et la montée en puissance de la République populaire de Chine (RPC) dans le système international ont détourné quelque peu l'attention des chercheurs des spécificités de la culture et du système politique de Taiwan. Or, l'ouvrage de Jean-Pierre Cabestan veut justement combler cette lacune et désire s'attarder au fonctionnement politique interne de la République de Chine.

L'hypothèse de départ est que « Taiwan constitue non seulement un État et un pays, mais probablement aussi une nation » (p. 6) et partant de là, M. Cabestan entend vérifier l'existence ou non d'un système politique proprement taiwanais. Avec quels outils ? Rappelant avec justesse que la plupart des politologues taiwanais ont été formés aux États-Unis et par conséquent ont fréquemment recours aux catégories de pensée et aux modèles dits occidentaux, l'auteur opte pour les outils de l'analyse comparée des systèmes politiques.

Ce tout petit bouquin d'introduction est divisé en deux parties. La première partie, comprenant deux chapitres, dresse l'historique de la formation du système politique taiwanais tandis que la seconde partie, possédant trois chapitres, s'attarde au système politique actuel. Ainsi, le premier chapitre s'intéresse à

l'histoire de Taiwan avant l'échec du Guomindang (KMT) sur le continent sous trois phases : 1. Avant la colonisation japonaise, 2. La colonisation japonaise (1895 à 1945), et 3. La restauration de la souveraineté chinoise de 1945 à 1949.

Le deuxième chapitre est consacré à la deuxième moitié du *xx^e* siècle. Analysant les trois ères qui ont caractérisé cette période, celle de Tchiang Kai-shek, celle de Chiang Ching-kuo et celle de Lee Teng-hui, l'auteur fait habilement passer de l'arrière scène à l'avant-scène le processus de démocratisation du système politique de Taiwan qui voit se pointer, en filigrane, une participation plus active des Taiwanais de souche dans l'arène politique de l'île. M. Cabestan explique, dans la dernière partie de ce chapitre, comment le KMT a dû partager le pouvoir avec deux autres partis politiques, c'est-à-dire le Parti démocrate progressiste (PDP) et le Nouveau parti (NP), et comment ce nouveau jeu politique a favorisé une démocratisation de la République de Chine.

Le troisième chapitre s'attaque aux nombreuses réformes constitutionnelles et au fonctionnement des institutions de la République de Chine. Les révisions constitutionnelles ont été menées en quatre étapes de 1991 à 1997 et visaient, dans l'ensemble, une démocratisation progressive du système politique et une clarification des compétences respectives des institutions politiques. C'est dans ce chapitre que l'auteur dissèque les pouvoirs des sept institutions que constituent le système politique taiwanais. Il nous révèle l'essentiel des pouvoirs, agrémenté d'analyses et d'exemples, sans toutefois tomber dans une énumération soporifique de responsabilités.

Le quatrième chapitre fait l'étude des forces politiques de la République de Chine d'aujourd'hui. Ainsi, tour à tour, sont analysés le KMT, le PDP et le NP sous trois indicateurs : 1. l'idéologie et la plateforme politique, 2. l'organisation, et 3. les principales factions du parti. Un bref schéma peut être esquissé. Le KMT demeure le plus fort parti et se réclame des trois principes du peuple de Sun Yat-sen – nationalisme, démocratie et bien-être du peuple. Le PDP est un jeune parti (1986) qui prend de plus en plus de place sur la scène politique. L'autodétermination et l'établissement d'une République de Taiwan constituent l'un de ses fondements. Le NP, créé en 1993, est le troisième parti en importance. Il prône une politique continentale et est favorable à une réunification avec la Chine populaire dans un système confédéral puis fédéral. D'ailleurs, l'auteur note que « toute formation qui a tenté de se situer en dehors de l'axe indépendance-réunification a rapidement été condamné à l'oubli » (p. 88).

Le cinquième et dernier chapitre se concentre sur les systèmes électoraux et la vie politique de la République de Chine. Après avoir brièvement décrit les différents modes de scrutin en fonction des institutions nationales et régionales, l'auteur étudie le comportement des électeurs et dresse les principaux facteurs du vote taiwanais allant de l'axe réunification-indépendance aux programmes politiques des partis.

Ce livre est un excellent ouvrage d'introduction sur le système politique taiwanais et il fait remarquablement le tour de la question de façon claire et concise. Cependant, cette collection « Que sais-je ? » des PUF pose un problème qui se vérifie ici avec le bouquin de Cabestan, à savoir que cet essai intéressera probablement peu le spécialiste de la République

de Taiwan, mais risque aussi de perdre le néophyte dans les dédales d'une trop grande quantité d'informations trop fortement compressées. Ceci dit, l'exercice de synthèse auquel se livre Jean-Pierre Cabestan est réussi à merveille et confère à cet ouvrage une qualité indéniable.

Philippe BOURBEAU

Candidat à la maîtrise
Département de science politique, UQAM
Montréal

The Birth of a New South Africa.

DAVENPORT, T.R.H. North York,
University of Toronto Press, 1998,
170 p.

L'ouvrage consacré à l'étude de la transition politique en Afrique du Sud, est basé sur un ensemble de trois conférences données par TRH Davenport dans le cadre des Joanne Goodman Conferences de l'Université du Western Ontario consacrées depuis le milieu des années 70 à l'étude des sociétés anglophones. Ces conférences données en 1995 ont été remaniées et actualisées jusqu'en 1998 ce qui permet de donner à ce petit ouvrage une réelle cohérence. Le premier chapitre traite de l'ouverture des négociations. Il souligne notamment la part prise par les responsables politiques des années 1980-1990 dans ce changement radical d'option politique que constitua le passage de la confrontation militaire à la discussion fondée sur un début de confiance réciproque entre partisans d'un État non majoritaire et mouvements démocratiques. L'analyse factuelle est intéressante mais l'auteur sous-estime toute l'histoire longue donnant sa préférence aux options retenues par chaque individu ce qui tend à laisser entendre que les personnes ont un rôle fondamental dans l'histoire – ce qui est acceptable – mais aussi qu'elles en contrôlent les moindres déroulements

– ce qui est bien plus contestable. En réalité les théories de la décision comme les faits en Afrique du Sud nous apprennent que les choix stratégiques sont des produits complexes liés certes à la personnalité des individus et à leurs réseaux de dépendances mais aussi et surtout à un environnement en perpétuel changement qui déplace les choix les mieux définis et contraint les acteurs à subir les interactions sociales sur lesquelles ils perdent prise. L'analyse de la crise des missiles à Cuba dans les années 60 comme plus récemment des événements liés à la chute du mur de Berlin permet de comprendre en quoi ce processus sud-africain n'a en fait rien d'unique. Dans la transition sud-africaine chaque acteur avait plusieurs agendas secrets et espérait conduire les autres à sa gamme de solution ; mais tous furent contraints de choisir à certains moments des options qui leur étaient imposées parce qu'ils ne contrôlaient plus le processus en cours. Finalement les deux grands partis et leurs leaders (ANC et NP) furent placés en situation d'associés-rivaux dans laquelle ils s'opposaient mais devaient se plier à une connivence effective pour tenter de maîtriser le processus généré comme le montre fort bien Davenport dans ce premier chapitre mais aussi dans le chapitre 3 (p. 51 notamment). Bref, le terme transaction est bien plus à même de définir la situation sud-africaine que le terme transition. En dépit de ces réserves, ce chapitre 1 est bien documenté et fournit un très bon résumé de ce qui s'est passé pour quiconque s'intéresse à la RSA et est capable de lire entre les lignes.

Le chapitre 2 est consacré à la violence et à sa gestion par l'émergence d'une culture de négociation. Ce chapitre est très décevant ; il s'agit bien plus d'une accumulation de faits que d'une